

David Frantz<sup>1</sup>

ESO CAEN

ESPACES ET SOCIÉTÉS - UMR 6590 CNRS - UNIVERSITÉ DE CAEN-BASSE NORMANDIE

## INTRODUCTION

La thématique de la division sociale de l'espace, définie comme la distribution socialement différenciée des habitants dans la ville, est transversale aux disciplines des sciences sociales qui se préoccupent des formes spatiales engendrées par les inégalités sociales (Brun, Rhein, 1994; Prêteceille, 1995; Fourcaut, 1996; Haumont, 1996). Classiquement, la division sociale de l'espace est appréhendée suivant les professions et catégories sociales (PCS), cette catégorisation se rapprochant le plus de la structuration en classes d'une formation sociale capitaliste (Desrosières, Thévenot, 1986). L'introduction de la question migratoire dans ce champ d'étude suggère d'étudier comment s'opèrent les rapports entre la structuration d'une société capitaliste de réception et des systèmes migratoires<sup>2</sup> composés d'hommes et de femmes porteurs de leur formation sociale d'origine. Déjà dans les années 1920, l'École de Chicago interrogeait l'impact de l'immigration sur l'organisation sociale et spatiale de la ville hôte (Grafbeyer, Joseph, 1990; Wirth, 1928). La question de la distribution spatiale des minorités et des immigrés dans la ville s'est d'abord développée dans la sociologie urbaine aux États-Unis puis en Europe occidentale, tant en fonction de l'histoire sociale de ces pays-continentaux que du développement de l'information statistique (Peach, 1975; Petsimeris, 1995).

---

1 Thèse soutenue le 11 décembre 2010 à l'Université de Caen-Basse Normandie. Direction: M. Petros Petsimeris, professeur de géographie. Composition du jury: M. Jean-René Bertrand (Professeur émérite de géographie, Université du Maine, Rapporteur), M. Sergio Conti (Professore ordinario, Università degli Studi di Torino, Rapporteur), M. Marco Costa (Professore ordinario, Università di Trento), M. Jean-Marc Fournier (Professeur de géographie, Université de Caen-Basse Normandie), M. Robert Héryn (Professeur émérite de géographie, Université de Caen-Basse Normandie), M. Petros Petsimeris (Professeur de géographie, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Directeur de Thèse). L'intégralité de la Thèse ainsi que le CD-Rom des annexes sont disponibles sur HAL-SHS: <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00559858/fr>

Depuis la fin du XXe siècle, les migrations internationales se caractérisent tant par une augmentation des flux que par la diversification des systèmes migratoires (Castles, 2000; Simon, 2008). L'objectif de cette thèse a été d'étudier la distribution de l'immigration dans une région, la Toscane, qui fait partie de la "Troisième Italie" du Centre et du Nord-Est de la Péninsule, et dont le développement économique est basé sur un réseau dense de petites et moyennes entreprises constituées en districts industriels ainsi que sur la flexibilité du travail, entre le modèle du Nord-Ouest de l'industrie de type fordiste, et le Mezzogiorno capitalistiquement sous-développé (Bagnasco, Trigilia, 1993). L'intérêt de cette région est qu'elle présente nombre de caractéristiques de l'économie post-fordiste émergente, et peut constituer le modèle vers lequel tend le mode de production capitaliste. La capitale régionale, Florence, a été l'objet d'une attention particulière en tant que pôle économique ainsi que comme pôle d'attraction de l'immigration en Toscane. Dans le contexte post-fordiste de restructuration du capital, quelle est la traduction spatiale de l'immigration dans cette région et dans sa capitale ?

Les hypothèses de recherche sur lesquelles se base cette thèse, sont les suivantes:

- avec l'avènement du post-fordisme, les mutations économiques et sociales exacerbent la ségrégation au sein de la division sociale de l'espace (Mingione, 1998);
- les logiques de distribution spatiale des populations migrantes s'opèrent suivant le paradigme d'« immigration post-fordiste » du sociologue italien E. Pugliese (2002);
- en tant qu'espace central des populations immi-

---

2- En complément de Zanfrini (2007, p 110), nous définissons le système migratoire comme un ensemble comprenant les formations sociales de provenance et d'arrivée (contexte économique et politique, statut et droits de l'étranger), ainsi que les caractéristiques des populations migrantes qui entrent en jeu dans le processus de migration (histoire, chaîne, régime, projet, modalités, etc.).

grées sur les plans résidentiel et économique, la grande ville est un creuset où la division sociale de l'espace rend compte de leur insertion dans l'économie urbaine ;

- les échelles spatiales permettent l'articulation entre d'une part l'insertion de la population immigrée dans la division structurelle de la formation sociale, et d'autre part le jeu des caractéristiques particulières entre communautés étrangères et sociétés locales.

Plusieurs sources d'informations ont été utiles. En premier lieu, la nécessité d'une bibliographie importante s'est imposée tant pour la réflexion théorique que pour cerner le contexte social et économique italien et toscan. Il nous semblait également indispensable de consulter les études scientifiques issues aussi bien de la recherche universitaire que des divers organismes transalpins. Il était aussi essentiel de comprendre le contexte politique, juridique et économique de la "question de l'immigration" en Italie.

En deuxième lieu, diverses sources statistiques - de l'ISTAT (Istituto nazionale di Statistica), de l'IRPET (Istituto Regionale di Programmazione Economica della Toscana), de la Région Toscane et de l'Ufficio Statistica de Florence - ont été utilisées suivant les objectifs et les échelles d'étude. Récemment développée, la base de données en ligne <http://demo.istat.it> nous a été d'un grand secours afin de disposer des données sur l'évolution et la répartition des nationalités étrangères en Italie de l'échelle nationale à l'échelle communale.

En troisième lieu, la fréquentation du terrain s'est déroulée sous différentes formes. Un travail photographique a servi à rendre compte de l'évolution urbaine de Florence depuis le XIXe siècle. L'observation participante et des entretiens auprès de personnes-ressources ont permis d'obtenir des informations sur les mutations économiques et sociales des quartiers. Cette méthode a aussi été nécessaire pour traiter de la situation des Roms dans la ville. Sans parler d'une enquête par questionnaire (200) sur un marché touristique du centre-ville de Florence afin d'étudier les migrants dans un espace de travail localisé.

## L'IMMIGRATION DANS LE CONTEXTE POST-FORDISTE

Comme l'a révélé le recensement général de la population de 1981, l'Italie est devenue un pays d'immigration après avoir été longtemps un pays d'émigration (Barsotti, Lecchini, 1993). En outre, cette immigration en provenance de pays plus pauvres a dépassé les migrations inter-régionales du Mezzogiorno vers le Nord industriel de la Péninsule. De 356 000 en 1991 (soit 0,6 % de la population totale), le nombre d'étrangers résidents<sup>3</sup> est passé à 1,4 million en 2001 (2,3 %) et à 3,8 millions en 2008 (5,8 %). Cet afflux récent de population, qui est commun aux autres pays de l'Europe méditerranéenne, se caractérise cependant par une variété des systèmes migratoires qui se sont développés à des rythmes inégaux des années 1990 aux années 2000 : une immigration "traditionnelle" en provenance du Maghreb a été dépassée par les flux d'Europe orientale (Albanais puis Roumains), tandis que s'affirmaient des flux inter-continentaux aux caractéristiques spécifiques (Chinois, Philippins). Diversification et allongement des provenances, importance croissante de l'Europe orientale, raison de travail ou familiale, féminisation, sont parmi les caractéristiques de la nouvelle situation migratoire en fonction des populations considérées (Caritas, 1997, 2004).

En premier lieu, la répartition territoriale des populations immigrées suit la division de la Péninsule : elle obéit aux grands déséquilibres économiques entre le Nord industriel et le Mezzogiorno. Ainsi, la Lombardie, région la plus riche d'Italie, concentre un quart de l'immigration de la Péninsule. En second lieu, cette distribution présente aussi des particularités suivant les systèmes migratoires, entre diffusion territoriale et concentration urbaine. On peut en effet distinguer plusieurs facteurs de distribution des populations immi-

3- Les étrangers résidents sont ceux qui sont officiellement enregistrés sur les états civils des communes. Les chiffres de l'ISTAT sont principalement fondés sur cette catégorie. La question du dénombrement des étrangers en Italie doit tenir compte des sources utilisées (p. ex. le Ministère de l'Intérieur comptabilise les permis de séjour) ainsi que de l'importance de l'immigration irrégulière (avec tous les cas que concerne ce terme). Il est convenu d'ajouter 20 à 25 % aux "résidents" pour s'approcher des chiffres des "présents", ce qui est par ailleurs loin de corroborer les discours d'« invasion ». Paradoxalement, c'est à l'occasion des lois de régularisation collective (1998 et 2002 pour les dernières) qu'est révélée l'immigration présente sur le sol italien.

grées sur le territoire italien: 1) l'effet de localisation (proximité avec le pays d'origine, division fonctionnelle du territoire, caractéristiques du marché du travail régional); 2) l'effet de communauté (âge de la migration, caractéristiques démographiques du migrant, régime migratoire, raison de la migration, projet migratoire, spécialisation professionnelle); 3) l'effet politico-juridique (détention du permis de séjour, reconnaissance des acquis).

Malgré des lois sur l'immigration de plus en plus répressives, malgré un climat politique de plus en plus hostile, le marché du travail italien se caractérise par un besoin vital de main-d'œuvre étrangère dont la raison la plus importante ne repose pas tant sur la crise démographique<sup>4</sup> que sur la structuration du marché du travail (Macioti, Pugliese, 1991, 2003). La segmentation du marché du travail assigne en effet une place subalterne aux immigrés, dont les emplois se caractérisent par les "5 P": *precari, pesanti, pericolosi, poco pagati, penalizzanti socialmente*<sup>5</sup>. Depuis les années 1990, les lois sur l'immigration, combinant paradoxalement volonté répressive et régularisations massives (entre 634 000 et 647 000 régularisés par la "loi Bossi-Fini" de 2002), se succèdent pour répondre aux besoins du marché secondaire. L'imbrication des obstacles au titre de séjour – conformément à l'évolution de la législation sur l'immigration de l'Union européenne – qui s'appuie sur une économie informelle structurelle entretient l'éloignement des immigrés vis-à-vis des droits communs (droits du travail, au logement, etc.) dans un système de vulnérabilisation (Quassoli, 1999; Reyneri, 1998; Berti, 2003). L'« intégration subalterne » des immigrés, c'est-à-dire l'emploi sans les droits, est cohérente avec la nécessité d'accroissement de l'exploitation du contexte post-fordiste (Ambrosini, 2003). Ce phénomène est par exemple illustré par le développement d'une "économie métropolitaine" d'aides soignantes à domicile, une main-d'œuvre féminine, étrangère, non déclarée, principalement dans les grandes villes<sup>6</sup>, compensant l'ab-

sence de l'État social (Colombo, 2003; Tognetti Bordogna, 2003); nous avons appelé les groupes nationaux correspondant à ce profil "communautés urbaines". La segmentation du marché du travail, l'image socio-symbolique attachée à certains groupes d'une part, et les chaînes migratoires, les réseaux de recrutement, la division sexuelle et tout caractère propre aux communautés considérées d'autre part, font système afin de déterminer la spécialisation professionnelle des migrants (Colasanto, Ambrosini, 1993).

À l'échelle de la Toscane, l'articulation entre la division économique territoriale et le travail immigré confirme les modèles d'emploi de la main-d'œuvre immigrée de M. Ambrosini (2001, p. 76; 2008, pp. 69-70). La Toscane a été particulièrement étudiée par les économistes (Becattini, 1975) et les sociologues (Bagnasco, Trigilia, 1993) pour son développement endogène reposant sur l'industrialisation légère des districts industriels, ayant mobilisé une variété d'acteurs et d'institutions (famille) ancrés localement. La distribution de la population immigrée dans la région suit celle de la population nationale et de la richesse économique: de Florence à la Mer Tyrrhénienne, le nord de la région concentre la plus grande partie de la population immigrée (cf. carte 1)<sup>7</sup>. Suivant le secteur d'activité, le sexe et le statut du travail, les différentes communautés immigrées se distribuent principalement entre le modèle de l'industrie diffuse du Valdarno et celui de l'économie métropolitaine de Florence (Giovani, Valzania, 2004; Giovani, Savino, Valzania, 2005) (cf. tabl. 1).

La question des rapports entre migration et travail dans la grande ville a été analysée par le biais d'une enquête par questionnaire et des entretiens auprès des vendeurs d'un marché touristique du centre de Florence, le Marché San Lorenzo<sup>8</sup> (cf. photo 1). Il s'agit d'un espace de travail cosmopolite où les deux tiers des vendeurs sont étrangers. Les caractéristiques démographiques et migratoires témoignent tout d'abord du contraste entre les vendeurs-employeurs florentins et

4- Baisse de la population en âge de travailler, vieillissement de la population nationale et une baisse de la natalité.

5- Emplois précaires, fatigants, dangereux, mal payés, socialement pénalisants.

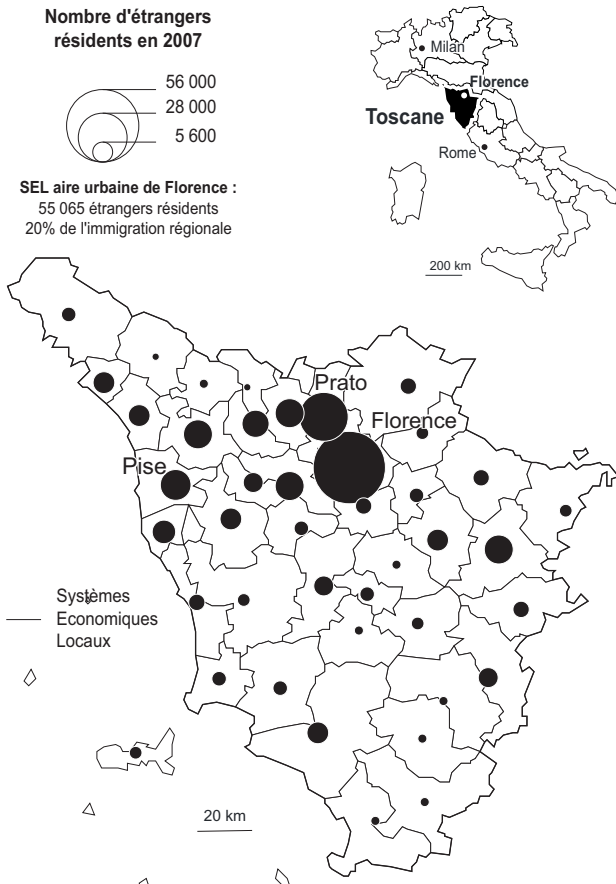
6- Un créneau traditionnellement occupé par les Philippines (via les réseaux catholiques), mais de plus en plus par les Ukrainiennes, Moldaves, Roumaines, qui sont de surcroît une main d'œuvre moins chère.

7- Nous avons eu recours au découpage régional en quarante-deux S.E.L. (Systèmes Economiques Locaux) proposés par l'IRPET car ils présentaient une meilleure homogénéité territoriale que les provinces (dix) et parce qu'ils correspondent aux bassins d'emploi et de vie, proposant une certaine cohérence sociale à la division territoriale.

8- Ce travail de terrain a eu lieu en 1999, sur un marché où je travaillais. 233 vendeurs ont été abordés, 183 (78,5 %) ont accepté de répondre au questionnaire. Deux visites en 2005 et en 2010 ont permis d'apprécier les évolutions (entretiens ciblés).

**Carte 1 : Etrangers résidents de Toscane en 2007**

Une distribution de l'immigration conforme à la structure économique et démographique de la Toscane



David Frantz@UMR ESO, Caen, 2011

Source : ISTAT, 200

les vendeurs-commis étrangers: ces derniers sont plus nombreux, plus jeunes, de niveau scolaire plus élevé, et ayant par définition un rapport plus instable avec ce lieu de travail. Les divers aspects de la division du travail s'imbriquent cependant avec la diversité et l'hétérogénéité des trajectoires migratoires des différents groupes de vendeurs étrangers. Deux

figures de vendeurs d'étrangers ressortent: le patron iranien ayant une stratégie conquérante sur le Marché S. Lorenzo, et la commise mexicaine mêlant études et travail pour l'été. La sphère du travail est en perpétuel mouvement tant du fait de la mobilité des commis dont les logiques migratoires et de présence sont diverses, que de la dynamique de substitution des employeurs, les patrons iraniens remplaçant progressivement les Florentins. Si cette étude permet d'étudier les rapports entre héritages locaux et dynamiques globales, entre division internationale du travail et les marchés du travail très localisés, on signalera d'une part que la structure de l'immigration du marché ne correspond pas à celle de la ville ou de la province de Florence (où les Chinois et les Marocains étaient alors les plus nombreux), et d'autre part que le tableau ne peut être que fugace: lors de nos visites en 2005 et en 2010, nous avons constaté que d'autres populations s'affirment (Chinois et Indo-Pakistanaï), accentuant le caractère cosmopolite de ce marché. Cet espace de travail localisé met en évidence la fonction de creuset migratoire de la ville, en tant qu'espace privilégié, de concentration et de diffusion des flux migratoires.

**LA VILLE COMME CREUSET MIGRATOIRE**

Quel(s) rapport(s) entre immigration et dynamique urbaine? Comment de nouvelles populations s'insèrent-elles dans la périurbanisation? En premier lieu, les données de l'ISTAT montrent qu'au niveau national les étrangers suivent et participent à la redistribution générale de la population résidente du centre vers la périphérie urbaine. En outre, depuis les années 1980, le développement urbain et démographique des com-

**Table 1 : Application des modèles territoriaux du travail immigré de M. Ambrosini à la Toscane**

Modèle	espace	secteur activité	sexe	travail irrégulier	nationalités
<i>de l'industrie diffuse</i>	Valdarno	petite industrie, bâtiment	hommes	variable	Albanais Marocains Roumains
<i>de l'économie "métropolitaine"</i>	Florence Pise Lucca	tertiaire inférieur, domesticité, soins à domicile	femmes	significatif	Philippines Sri Lankaises Péruviennes

David Frantz, ESO-Caen, 2011

Photo 1 : Les comptoirs du Marché San Lorenzo



munnes environnantes de Florence, couplé à son déclin démographique<sup>9</sup>, aux mutations économiques et à l'augmentation des mobilités résidentielles, place la capitale régionale en phase de périurbanisation dans le cycle de vie urbain<sup>10</sup>, conformément à la dynamique urbaine observée dans les grandes villes de la Péninsule (Sforzi, 1992; Dematteis, 1993). Cette mobilité inter-communale du chef-lieu de région vers le reste de la région est surtout valable pour les villes du Nord et du Centre, alors que prédomine, pour les étrangers dans le Mezzogiorno, une mobilité inter-régionale en lien avec les déséquilibres territoriaux de la Péninsule. Le deuxième constat est que la polarisation territoriale des immigrés, c'est-à-dire leur part dans la ville au regard du reste du territoire, est plus importante que ne l'est celle de la population totale : comme cela a été vérifié pour la Toscane, on peut dire que la distribution spatiale des immigrés est centrée sur la grande ville, et que la périurbanisation de cette population a lieu avec un temps de retard par rapport à la dynamique générale. En troisième lieu, il y a une spécialisation complexe des villes suivant les groupes nationaux, la périurbanisation les mobilisant de manière différenciée en fonction de leurs caractéristiques propres (histoire des systèmes migratoires, ancienneté de présence) et de la géographie du marché du travail local. Sauf spécialisation fonctionnelle urbaine (cas des "communautés urbaines"), la ville est le lieu de concentration temporaire et de diffusion territoriale des populations

9- Au recensement de 2001, la commune de Florence comptait 356 100 habitants alors que ce nombre était de 457 800 à son apogée en 1971. Au 1er janvier 2011, Florence compte 371 282 habitants résidents (Istat).

10- L'échelle spatiale de ces mutations nous a obligé à prendre pour terrain d'analyse l'aire urbaine Florence-Prato-Pistoia (Bortolotti, De Luca, 1991).

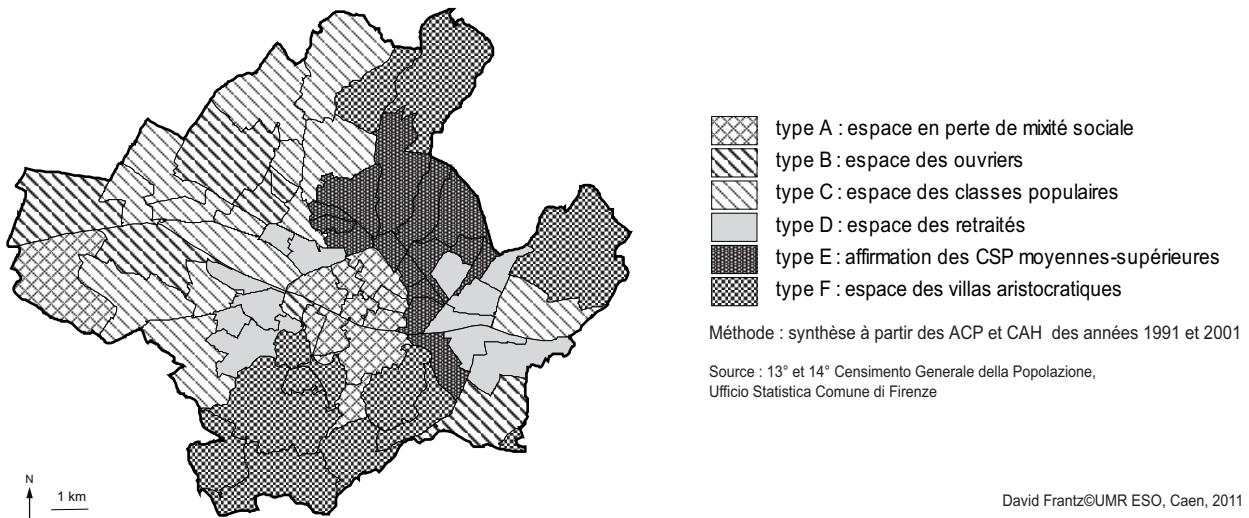
immigrées au fil des vagues migratoires, des groupes désormais "historiques" (Marocains) aux plus récents (Roumains).

Dans les années 2000, Florence compte le plus grand nombre d'étrangers résidents de Toscane (18 100 en 2001, 37 600 en 2007), la ville de Prato ayant un rôle secondaire non négligeable. L'étude de la situation des différents groupes étrangers dans les chefs-lieux de la région d'une part, dans leur implication dans la déconcentration urbaine d'autre part, témoigne d'une grande diversité selon les villes ou selon les groupes considérés. Certes, des "communautés urbaines" (Philippins, Sri Lankais, Péruviens) témoignent d'une spécialisation pour la ville en lien avec leur spécialisation fonctionnelle, mais d'autres groupes se caractérisent par des localisations vraiment spécifiques suivant le rapport qu'elles entretiennent avec le système productif local. Exemple emblématique, la concentration des Chinois à Prato ou à l'ouest de Florence s'explique par la localisation de l'industrie lainière (Bortolotti, 1994).

La distribution intra-urbaine des immigrés obéit au modèle centre/périphérie de la géo-économie de l'habitat : à l'immigré, pour lequel la vulnérabilité économique est particulièrement forte, correspond l'habitat dégradé. En Italie, conformément au modèle de la ville méditerranéenne, c'est le centre historique des villes qui correspond le plus souvent à l'espace résidentiel, de vie sociale et/ou d'activités économiques des populations immigrées, ou bien certains quartiers des faubourgs (Urbanistica, 1998). En outre, cette localisation se déroule dans un contexte de crise du logement qui est structurelle et concerne aussi les Italiens. Les *extracomunitari* sont encore plus affectés par cette pénurie et cette inaccessibilité, a fortiori s'ils sont *clandestini* : ils doivent avoir recours à des formes d'habitat spontané de type bidonvilles dans la périphérie des villes.

À Florence, c'est le centre historique qui joue traditionnellement le rôle de sas d'entrée, d'installation et de diffusion des populations immigrées vers le reste de la ville, conformément au modèle de Burgess (Grafmeyer, Joseph, 1990). Cependant, cette fonction tend à s'atténuer au bénéfice de la périphérie occidentale où se trouvent les quartiers populaires et où les immigrés sont de plus en plus nombreux.

Carte 2 : L'évolution des espaces sociaux de Florence entre 1991 et 2001



### L'IMMIGRATION DANS LA DIVISION SOCIALE DE L'ESPACE

Ville en déclin démographique, en raison à la fois du vieillissement de sa population et d'une périurbanisation au profit des communes voisines (surtout de l'ouest), Florence est aussi une ville traditionnellement tertiaire qui a aussi subi le tournant post-fordiste par la désindustrialisation de son économie et la désouvriérisation de sa population active tandis que les CSP de services se développaient (Iommi, 2002).

La perspective historique permet d'assurer que la division sociale de l'espace florentin repose sur des rapports de force historiquement et socialement donnés, et qui renvoient fondamentalement à une lutte de la bourgeoisie pour l'appropriation de l'espace urbain (Fei, Gobbi Sica, Sica, 1995). À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, du plan Poggi à la destruction du quartier central et populaire du Mercato Vecchio, l'urbanisme pose les grandes lignes sociales de la division de l'espace florentin. La périurbanisation de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle confirme la migration des catégories populaires vers les communes occidentales de Florence.

La division sociale de l'espace intra-urbain florentin se caractérise par la permanence d'une dichotomie entre l'Ouest de la ville qui est populaire et l'Est qui est plus aisé, le centre ville étant plus composite (cf. carte 2)<sup>11</sup>. Les analyses opérées sur la base des données des recensements de 1981, 1991 et 2001 témoignent d'une clarification plus nette entre quartiers aisés et quartiers populaires, la relative mixité sociale du

centre ville s'atténuant en raison de l'exode de ses habitants, du vieillissement démographique, de la réorganisation des services à l'échelle de la ville, de la rente touristique et du logement. Le poids de la nouvelle petite bourgeoisie tertiaire (professions libérales, cadres) est croissant dans le centre et les quartiers orientaux déjà aisés, alors que les classes populaires participent à la dynamique de périurbanisation. Cette division sociale est/ouest est aussi mesurée à l'échelle de la première couronne de Florence. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, la ville est ainsi le théâtre d'un double mouvement d'embourgeoisement et de déprolétarianisation qui s'opère sur un espace urbain historiquement divisé.

Quel est l'espace de l'immigration dans la division sociale de l'espace? À l'échelle régionale, la distribution spatiale de l'immigration obéit à la structuration économique du territoire. À l'échelle intra-urbaine, elle s'articule avec la structuration spatiale socialement déterminée de la ville.

Nous avons d'abord dû différencier les "étrangers des pays riches", dont Florence représente un lieu de

11- L'étude de la division sociale de l'espace de Florence a reposé à la fois sur des analyses statistiques multivariées - analyse des composantes principales (ACP), classification ascendante hiérarchique (CAH) - qui ont permis de réaliser un travail cartographique, et sur les indices de l'écologie urbaine de l'École de Chicago (indices de dissemblance, de concentration, de densité relative (location quotient); cf. Duncan, Duncan, 1955). Les changements de nomenclature statistique et de découpages territoriaux entre les recensements ont représenté un écueil important pour le traitement comme pour l'analyse des informations (cf. Oberti, 2002).

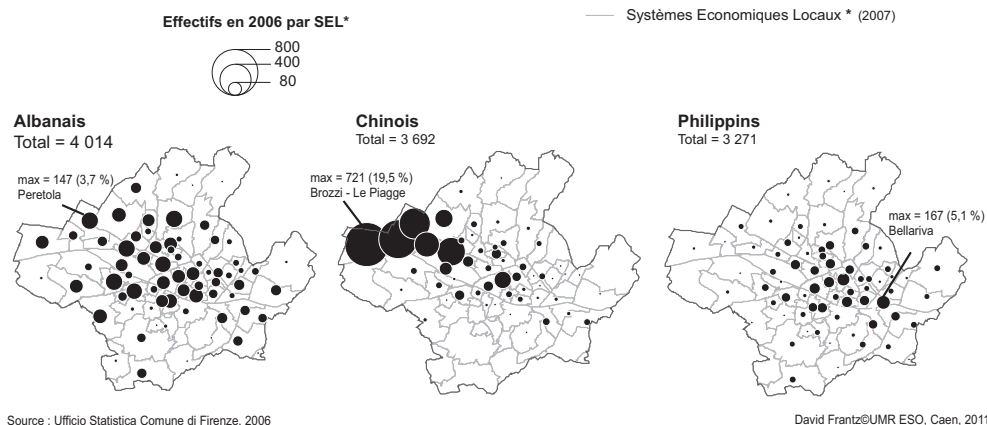
villégiature ou de travail depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, des "immigrés des pays pauvres" devenus plus nombreux après le tournant migratoire des années 1980. Leur distribution dans l'espace intra-urbain obéit à la division socio-spatiale structurelle : les "étrangers" dans le centre et les quartiers orientaux aisés, les "immigrés" dans les quartiers occidentaux populaires.

Mesurée avec précision pour les années 2000, la division sociale de l'espace distribue spatialement les communautés immigrées selon leur fonction sociale et économique en trois types : la relégation en périphérie occidentale socialement et urbanistiquement dégradée (Chinois, Roms ex-yougoslaves), la proximité spatiale des "communautés urbaines" (Philippins, Sri Lankais) spécialisées dans les services à domicile des personnes âgées des familles aisées (et de plus en plus des classes moyennes), et la diffusion spatiale dans l'Ouest populaire au gré des opportunités de logement (Albanais, Marocains, Roumains) (cf. carte 3). Si l'espace de l'immigration est structuré suivant la division sociale de l'espace urbain, cette articulation doit aussi tenir compte des divers systèmes migratoires ainsi que de leur rythme. La corrélation positive entre la durée de présence et la conformation spatiale des populations migrantes à la division spatiale générale témoigne de dynamiques d'insertion sociale et spatiale : présence croissante des populations immigrées dans les communes industrielles et résidentielles de la première couronne de l'ouest de Florence, mobilité résidentielle des "communautés urbaines" des quartiers orientaux vers l'ouest populaire de la ville en fonction de leur accès au logement indépendant.

Dans notre thèse, les Roms ont été l'objet d'une attention spécifique en raison de l'importante relégation sociale et spatiale dont ils sont l'objet dans l'espace urbain. Dans nombre de pays européens, leur acceptation a toujours posé problème aux institutions, surtout depuis l'accroissement des flux en provenance d'Europe orientale (Piasere, 2004 ; Liégeois, 2007). Réfugiés (même s'ils n'en ont pas toujours le statut juridique) des conflits des Balkans et arrivés à Florence pour leur plus grande part dans les années 1990, les Roms cumulent les handicaps économiques, juridiques, sociaux, urbanistiques et spatiaux (Campani, 1997). Ils ont de surcroît hérité de la discrimination envers les Tsiganes, historiquement prégnante en Italie : leur image socio-symbolique négative est instrumentalisée surtout depuis les années 2000 par les "entrepreneurs de la peur" en fonction de leur agenda politique. Étrangers/nationaux, nomades/sédentaires, ils soulèvent la question de la catégorisation institutionnelle d'une population qui "entre mal dans les cases". La relégation spatiale prend la forme des *campi nomadi* (Sigona, 2003, 2005), localisés sur des terrains dégradés de la périphérie urbaine, à l'ouest de la ville pour Florence, où les Roms vivent dans des conditions particulièrement difficiles (Marcetti, Mori, Solimano, 1993 ; Solimano, 2007).

Notre étude s'est appuyée sur des visites ainsi que sur des entretiens effectués auprès de personnes-ressources des associations impliquées dans l'aide aux Roms et à leur sortie des *campi* (Arci, Fondazione Michelucci). Après la phase d'observation de la situation de ces populations, notre attention s'est portée sur les alternatives aux *campi* élaborées par les pouvoirs

Carte 3 : Etrangers résidents à Florence en 2006, le cas des Albanais, Chinois et Philippins



**Photo 2 : Vue sur l'entrée du "village" temporaire du Nuovo Poderaccio**

cliché DF février 2010

locaux (Région, Mairie) et les associations (Vitale, 2009): édification de "villages" permanents ou temporaires (cf. photo 2), insertion dans le logement social, redistribution dans le territoire régional sur la base d'un plan d'accompagnement. Les divers moments de notre étude ont permis d'établir que l'action publique avait évolué au gré de l'augmentation du climat hostile observé à l'échelle nationale: si les Roms réfugiés des Balkans des années 1990 ont été ciblés par la politique locale d'insertion, les Roms de Roumanie, arrivés de manière subite et désordonnée (et pour raison économique) dans les années 2000, en ont été exclus. En tant qu'espace-laboratoire d'une politique locale en faveur d'une population étrangère particulièrement marginalisée, Florence témoigne des limites de l'action publique locale à l'égard d'une minorité étrangère lorsqu'elles vont à l'encontre de dynamiques d'échelle supérieure, nationale pour la xénophobie et européenne pour les mouvements de populations roms (Frantz, 2011).

## CONCLUSION

L'objectif de cette recherche a été d'explorer les rapports entre la division sociale de l'espace d'une formation sociale hôte et la distribution spatiale de populations immigrées. Nous sommes partis du plus simple et du plus théorique, en interrogeant les fondements de la division sociale de l'espace et en discutant des rapports entre espace, capital et migrations (Gaudemar, 1976), pour arriver à la complexité de la réalité sociale et spatiale, l'articulation entre communautés étrangères et espace social hôte, l'inscription spatiale d'une formation sociale en décalage (les Roms) par rapport au contexte socio-institutionnel hôte. Les hypothèses concernant la notion d'immigration post-fordiste (Pugliese, 2002), de

modèles territoriaux du travail immigré (Ambrosini, 2001, 2008), de cycle de vie urbain et d'insertion à la Burgess nous ont semblé vérifiées.

À l'échelle de la Toscane, l'espace de l'immigration est structuré en fonction de la division fonctionnelle de l'espace, la géographie de l'économie territoriale et l'urbanisation. À l'échelle intra-urbaine de Florence, il s'articule avec la division sociale de la ville et son opposition sociale est/ouest à la fois historique et en mutation (périurbanisation et concentration socialement sélectives). Il y a une relation étroite entre la division économique et sociale de la formation sociale d'accueil et la distribution spatiale des immigrés, qui s'articule aussi suivant la spécificité fonctionnelle des différentes communautés immigrées, selon les logiques propres aux systèmes migratoires.



## BIBLIOGRAPHIE

- AMBROSINI M. (2001), *La fatica di integrarsi. Immigrati e lavoro in Italia*, Il Mulino, Bologna
- AMBROSINI M. (2003), "Dopo l'integrazione subalterna: quali prospettive per gli immigrati e i loro figli?", *Sociologia del lavoro*, n° 89, "Immigrazione e lavoro", pp. 13-26
- AMBROSINI M. (2008), *Sociologia delle migrazioni*, Il Mulino, Bologna
- BAGNASCO A., TRIGILIA C. (1993), *La construction sociale du marché. Le défi de la troisième Italie*, éd. ENS-Cachan, Paris
- BARSOTTI O., LECCHINI L. (1989), "L'immigration des pays du Tiers-Monde en Italie", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 5, n° 3, pp. 45-63
- BECATTINI G. (dir)(1975), *Lo sviluppo economico della Toscana*, Irpet, Florence
- BERTI F. (2003), "Mercato del lavoro e immigrazione: considerazioni critiche sulle nuove politiche migratorie", *Sociologia del lavoro*, n° 89, "Immigrazione e lavoro", pp. 27-46
- BORTOLOTTI F. (a cura di)(1994), *Il mosaico e il progetto. Lavoro, imprese, regolazione nei distretti industriali della Toscana*, Ires Toscana/Franco Angeli, Milano
- BORTOLOTTI L., DE LUCA G. (2000), *Come nasce un'area metropolitana. Firenze Prato Pistoia: 1848-2000*, Alinea, Firenze
- BRUN J., RHEIN C. (dir) (1994), *La ségrégation dans la ville*, L'Harmattan, Paris
- CAMPANI G. (1997), Flux migratoires des Balkans en Italie, *Hommes et Migrations*, "Migrants, réfugiés, tsiganes, d'Est en Ouest", n° 1205, p. 28-41
- Caritas di Roma (1997), *Immigrazione - Dossier statistico '98*, ed Anterem, Roma
- Caritas/Migrantes (2004), *Immigrazione. Dossier statistico 2004*, IDOS, Roma
- CASTLES S. (2000), "Les migrations internationales au début du XXIe siècle: tendances et problèmes mondiaux", *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n° 135, Unesco/Erès, pp. 313-327
- COLASANTO M., AMBROSINI M. (dir)(1993), *L'integrazione invisibile. L'immigrazione in Italia tra cittadinanza economica e marginalità sociale*, Vita e Pensiero, Milano
- COLOMBO A. (2003), "Razza, genere, classe. Le tre dimensioni del lavoro domestico in Italia", *Polis*, n° 27, 2, pp. 317-342
- DEMATTEIS G. (dir) (1993), *Il fenomeno urbano in Italia: interpretazioni, prospettive e politiche*, Franco Angeli, Milano
- DESROSIÈRES A., THÉVENOT L. (1996), *Les catégories socio-professionnelles*, La Découverte, Paris
- DUNCAN O.D., DUNCAN B. (1955), "À methodological analysis of segregation indexes", *American Sociological Review*, n° 20, pp. 210-217
- FEI S., GOBBI SICA G., SICA P. (1995), *Firenze. Profilo di storia urbana*, Alinea, Firenze
- FRANTZ D. (2010), *Migrations et division sociale de l'espace en Toscane: structures et dynamiques*, Thèse de géographie, université de Caen-Basse Normandie, 851 p., CD-Rom d'annexes
- FRANTZ D. (2011), "L'action publique locale au défi de l'habitat des Roms à Florence (Italie): en finir avec les *campi nomadi*. Variété et fragilité des expériences (années 1990-2000)", *Géocarrefour*, vol. 86/1, pp. 43-53 <http://geocarrefour.revues.org/>
- FOURCAUT A. (dir)(1996), *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question - France XVIIIe-XXe siècles*, éd. Créaphis, Grâne
- GAUDEMAR J.-P. de (1976), *Mobilité du travail et accumulation du capital*, François Maspero, Paris
- GIOVANI F., VALZANIA A. (a cura di) (2004), *Società toscana e immigrazione: un rapporto ineludibile*, Regione Toscana – rapporto 2003, Firenze
- GIOVANI F., SAVINO T., VALZANIA A. (a cura di) (2005), *La fabbrica dell'integrazione. Immigrati e industria diffusa in Toscana*, Irpet - Regione Toscana, Firenze
- GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (éd) (1990), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris
- HAUMONT N. (éd) (1996), *La ville: agrégation et ségrégation sociales*, L'Harmattan, Paris
- IOMMI S. (2002), *Firenze e le sue popolazioni*, IRPET, Firenze
- LIÉGEOIS JP (2007), *Roms en Europe*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg
- MACIOTI M.I., PUGLIESE E. (1991), *Gli immigrati in Italia*, Laterza, Roma
- MACIOTI M.I., PUGLIESE E. (2003), *L'esperienza*

*migratoria. Immigrati e rifugiati in Italia*, Laterza, Roma-Bari

- MARCETTI C., MORI T., SOLIMANO N. (dir)(1993), *Zingari in Toscana, Architettura vissuta - Quaderni della Fondazione G. Michelucci*, Angelo Pontecorboli ed., Firenze
- MINGIONE E. (1998), "Fragmentation et exclusion: la question sociale dans la phase actuelle de la transition des villes dans les sociétés industrielles avancées", *Sociologie et sociétés*, vol. 30, n° 1, pp. 69-83
- OBERTI M. (2002), "Usages et limites des nomenclatures socioprofessionnelles pour l'analyse sociologique: le cas italien", *Sociétés Contemporaines*, n° 45-46, pp. 43-74
- PEACH C. (1975), *Urban social segregation*, Longman, London
- PETSIMERIS P. (1995), "Une méthode pour l'analyse de la division ethnique et sociale de l'espace intra-métropolitain du Grand Londres", *L'Espace géographique*, n° 2, pp. 139-153
- PIASERE L. (2004), *I rom d'Europa. Una storia moderna*, Laterza, Roma
- PRÉTECEILLE E. (1995), "Ségrégations urbaines", *Sociétés Contemporaines*, n° 22/23, pp. 5-14
- PUGLIESE E. (2002), *L'Italia tra migrazioni internazionali e migrazioni interne*, Universale Paperbacks Il Mulino, Bologna
- QUASSOLI F. (1999), "Migrants in the Italian Underground Economy", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 23, n° 2, pp. 212-231
- REYNERI E. (1998), "The role of the underground economy in irregular migration to Italy: cause or effect?", *Journal of ethnic and migration studies*, a. 24, n° 2, pp. 313-331
- SFORZI F. (1992), "L'area metropolitana di Firenze", in Costa P., Toniolo M. (dir), *Città metropolitane e sviluppo regionale*, Franco Angeli, Milano, pp. 257-272
- SIGONA N. (2003), "How Can a "Nomad" be a "Refugee"?: Kosovo Roma and Labelling Policy in Italy", *Sociology*, vol. 37, n° 1, pp. 69-79
- SIGONA N. (2005), "I confini del "problema zingaro". Le politiche dei campi nomadi in Italia" in Caponio T., Colombo A. (a cura di), *Stranieri in Italia*.

*Migrazione globali, integrazioni locali*, Bologna, Il Mulino, pp. 267-293

- SIMON G. (2008), *La planète migratoire dans la mondialisation*, coll. U, Armand Colin, Paris
- SOLIMANO N. (coord.)(2007), *Rom e Sinti in Toscana. Tra superamento dei campi e nuove baraccopoli*, Regione Toscana – Fondazione Michelucci, Firenze
- TOGNETTI BORDOGNA M. (2003), "Fre le mura domestiche: sfruttamento e crisi del welfare nel lavoro di cura delle badanti", in Bernardotti M.A., Motura G. (a cura di), *Immigrazione e sindacato. Lavoro, discriminazione, rappresentanza. III° rapporto IRES*, Ediesse, Roma, pp. 163-179
- Urbanistica (1998), "Lo spazio urbano dell'immigrazione", n° 111
- VITALE T. (a cura di)(2009), *Politiche possibili. Abitare le città con i rom e i sinti*, Carocci, Roma
- WIRTH L. (1928, éd. 1980), *Le ghetto*, Presses Universitaires de Grenoble (trad. de The Ghetto, University of Chicago, Chicago)
- ZANFRINI L. (2007, 1<sup>e</sup> éd. 2004), *Sociologia delle migrazioni*, Laterza, Roma